

Karel VEREYCKEN¹



« RELATION SPÉCIALE » : LONDRES S'APPRÊTE-T-ELLE À ABANDONNER WASHINGTON AU PROFIT DE BEIJING ?

Résumé : Comme le disait Lord Palmerston, grand architecte de la guerre de l'opium contre la Chine, en parlant de l'Empire britannique : « *Je dis qu'il est réducteur de supposer que tel ou tel pays soit désigné comme l'allié éternel ou l'ennemi perpétuel de l'Angleterre. Nous n'avons ni alliés éternels, ni ennemis perpétuels. Nos intérêts sont éternels et perpétuels, et il est de notre devoir de les défendre* ». Pour cela, Londres veille au grain, en s'assurant d'avoir toujours plusieurs fers au feu. Elle sera toujours avec un pouvoir donné en place, tout en étant avec ceux qui le contestent. Elle sera avec la droite, avec la gauche, le centre, les extrêmes. De cette façon, peu importe ce que les peuples votent, c'est toujours elle qui l'emporte. Voici une enquête préliminaire sur Tony Blair et sa fine équipe. De Clinton à Trump, elle s'est glissée au cœur du pouvoir américain pour y contribuer à ses dérivés.

Mots-clés : Empire britannique, États-Unis d'Amérique, Londres, Tony Blair, Chine, Trump, Interventionnisme occidental.

“SPECIAL RELATIONSHIP”: IS LONDON PREPARING TO ABANDON WASHINGTON IN FAVOR OF BEIJING?

Abstract: As Lord Palmerston, the chief architect of the Opium Wars against China, said of the British Empire : “*I say it is narrow to suppose that any particular country is to be marked out as the eternal ally or the perpetual enemy of England. We have no eternal allies, and we have no perpetual enemies. Our interests are eternal and perpetual, and it is our duty to defend them*”. To this end, London keeps a watchful eye, ensuring it always has multiple irons in the fire. It will always be with

1. Chercheur indépendant, Directeur de publication du mensuel *Nouvelle Solidarité* et contributeur à l'Institut Schiller.

a given government in place, while simultaneously siding with those who challenge it. It will be with the right, the left, the center, and the extremes. In this way, regardless of how the peoples vote, it is always London that prevails. Here is a preliminary investigation into Tony Blair and his fine team. From Clinton to Trump, it has infiltrated the heart of American power to contribute to its excesses.

Key words: British Empire, United States of America, London, Tony Blair, China, Trump, Western interventionism.

SI, EN APPARENCE, LES POSITIONS DE LONDRES peuvent sembler évoluer sur certaines questions en fonction du poids des *Tories* ou des travaillistes (*Labour*), la réalité reste bien celle-là. L'Empire britannique n'a pas disparu : de puissance institutionnelle, administrative et militaire, il a muté en pouvoir encore plus puissant d'argent, de renseignement, d'information et de diplomatie. La *City*, avec son vaste réseau de « dépendances de la Couronne » et autres paradis fiscaux à sa botte, reste la plus grande place financière et de blanchiment d'argent criminel du monde.

Beaucoup d'observateurs, un peu endormis, se sont étonnés du fait qu'en janvier 2026 Donald Trump ait nommé l'ancien Premier ministre anglais Tony Blair, aux côtés du secrétaire d'État Marco Rubio, de Jared Kushner et de Steve Witkoff, comme membre du « Comité exécutif fondateur » de son « Conseil de Paix », en charge d'organiser la paix et la reconstruction de Gaza². Dans le monde arabe, on garde un souvenir amer de celui qui, après avoir amené le Président Clinton à bombarder la Serbie sans l'aval de l'ONU en 1999, a « vendu » les mensonges nécessaires pour entraîner les États-Unis et d'autres pays dans les guerres du Golfe.

La doctrine de Blair, celle de l'« *interventionnisme libéral* » au nom d'une « *communauté internationale* » qui s'arroge le « *droit de protéger* », s'est imposée en rupture avec l'ordre westphalien de 1648 et le droit international fixé par la *Charte des Nations Unies*³. L'anglosphère et ses vassaux agissent aujourd'hui au nom de cette doctrine, présentée désormais comme un « ordre international basé sur des règles » (*Rules-based International Order*). Un ordre et des règles, cela va de soi, fixés et écrits par et pour les anciennes puissances coloniales s'érigeant en uniques

2. Liste des membres du Conseil exécutif du Conseil de la paix : « Executive Board », *Board of Peace*, lien : <https://boardofpeace.org/members> (consulté le 4 juin 2026).

3. James William D., « Tony Blair and the tragedy of liberal interventionism » (Tony Blair et la tragédie de l'interventionnisme libéral), *Engelsberg Ideas*, 23 avril 2024, lien : <https://engelsbergideas.com/essays/tony-blair-and-the-tragedy-of-liberal-interventionism/> (consulté le 4 juin 2026). Voir également : *Charte des Nations Unies*, Gouvernements des Nations Unies, San Francisco, 26 juin 1945, lien : <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text> (consulté le 4 juin 2026).

vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Cette doctrine fut formellement présentée le 14 avril 1999 par Tony Blair, au Club Économique de Chicago⁴.

Cependant, le véritable cerveau de cette politique fut son conseiller et chef de cabinet, le diplomate Jonathan Powell. Bien que travailliste, ses relations dépassent largement son étiquette et représentent une continuité historique. Fils d'un militaire de haut rang, son frère Charles Powell fut, de 1983 à 1990, le secrétaire particulier et l'un des plus proches conseillers en politique étrangère de Margaret Thatcher avant de devenir, de 1990 à 1991, le secrétaire particulier de John Major.

Jonathan Powell intègre le *Foreign Office* (le ministère des Affaires étrangères britannique) en 1979. Il est en poste à Lisbonne comme troisième puis second secrétaire, ensuite à Stockholm en 1986 et à Vienne en septembre 1986. D'autre part, et cela a son importance pour aujourd'hui, Powell a été chargé des négociations sur la rétrocession de Hong Kong à la Chine entre 1983 et 1985, ainsi que des pourparlers « 2 + 4 » sur la réunification allemande de 1989 à 1990. En 1991, il est affecté à l'ambassade britannique à Washington et suit la campagne présidentielle de Bill Clinton en tant qu'observateur. Après l'élection, c'est lui qui présente Tony Blair à Bill Clinton⁵. Jonathan Powell a été le chef de cabinet de Tony Blair pendant une décennie, c'est-à-dire depuis son élection jusqu'à sa démission en 2007. Avec Peter Mandelson et le *spin-doctor* Alistair Campbell, à l'origine des dossiers mensongers contre l'Irak, Powell a été l'une des principales éminences grises du Premier ministre britannique.

En 1999, pour tester la « doctrine Blair », Madeleine Albright, la secrétaire d'État de Bill Clinton, en étroite collaboration avec Tony Blair, lancent l'intervention contre la Yougoslavie. Au nom du « *droit de protéger* », le Kosovo sera bombardé pendant 78 jours par l'OTAN, en violation totale du droit international car dépourvu du moindre feu vert de l'ONU. Albright y voit un premier pas vers le démembrement de la Fédération de Russie, un pays dont les ressources devraient servir le monde entier sous contrôle américain, le « pays indispensable » (« *the indispensable nation* »). Sans surprise, son action fut appuyée par le milliardaire

4. Blair Tony, « Doctrine of the International Community » (Doctrine de la Communauté internationale), *The National Archives* (Royaume-Uni), 24 avril 1999, lien : <https://web.archive.nationalarchives.gov.uk/ukgwa/+http://www.number10.gov.uk/Page1297> (consulté le 4 juin 2026).

5. Coughlin Con, « Jonathan Powell : the UK's ultimate fixer flies into world hotspots » (le maître de la manipulation britannique s'envole vers les zones de conflit du monde entier), *Al Majalla*, 27 juillet 2025, lien : <https://en.majalla.com/node/326627/profiles/jonathan-powell-uk%E2%80%99s-ultimate-fixer-flies-world-hotspots> (consulté le 4 juin 2026).

américain George Soros et le fameux néo-conservateur Paul Wolfowitz, tous les deux membres d'un club secret, le Conseil d'action pour les Balkans⁶. Hillary Clinton et Condoleeza Rice furent ses élèves.

Guerre d'Irak

Blair et Albright se retrouvent dans les guerres contre Saddam Hussein. Albright a été l'architecte des sanctions contre le régime irakien. C'est elle qui a transmis les dossiers des services anglais au secrétaire d'État Colin Powell sur la présence supposée d'armes de destruction de masse en Irak.

En 1996, la journaliste Lesley Stahl lui posa la question dans l'émission *60 minutes* de CBS : « *Nous avons entendu dire qu'un demi-million [d'enfants irakiens] sont morts. Je veux dire, c'est plus d'enfants que morts à Hiroshima. Et, vous savez, est-ce que le prix en vaut la peine ?* » Albright, à l'époque ambassadrice des États-Unis à l'ONU, lui répondit : « *Je pense que c'est un choix très difficile, mais le prix, nous pensons, le prix en vaut la peine.* »⁷ Membre du conseil d'administration du *Council on Foreign Relations* (CFR)⁸ de New York, elle est médaillée par Barack Obama en 2012⁹.

En 2007, après la chute de Blair, Powell rejoint la banque Morgan Stanley en tant que *senior management director* de la division banque d'affaires. Morgan Stanley est la branche britannique de la dynastie américaine des Morgan, historiquement les plus féroces ennemis de Franklin Roosevelt, de son *New Deal* et de la loi Glass-Steagall de séparation bancaire¹⁰.

6. Soros George, « America's Global Role » (Le rôle mondial de l'Amérique), *Open Society Foundations*, 26 mai 2003, lien : <https://www.opensocietyfoundations.org/voices/americas-global-role> (consulté le 4 juin 2026).

7. Twaij Ahmed, « Let's remember Madeleine Albright for who she really was » (Souvenons-nous de Madeleine Albright pour ce qu'elle est vraiment), *Al Jazeera*, 25 mars 2022, lien : <https://www.aljazeera.com/opinions/2022/3/25/lets-remember-madeleine-albright-as-who-she-really-was> (consulté le 4 juin 2026).

8. Trad. fr. : « Conseil des relations étrangères ».

9. « Sec. Albright's Presidential Medal of Freedom » (La médaille présidentielle de la liberté décernée à la secrétaire Albright), *National Museum of American Diplomacy*, lien : <https://diplomacy.state.gov/items/sec-albrights-presidential-medal-of-freedom/> (consulté le 4 juin 2026).

10. « L'ancien premier ministre britannique, Tony Blair, devient conseiller pour la banque JP Morgan », *Le Monde* (avec AFP), 10 janvier 2008, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2008/01/10/tony-blair-devient-conseiller-pour-la-banque-jp-morgan_998063_3210.html (consulté le 4 juin 2026).

De son côté, le 27 juin 2007, Tony Blair, soutenu par l'ONU, annonce avoir accepté le poste que lui propose George W. Bush d'« *envoyé officiel* » du Quartet (États-Unis, Russie, UE et ONU) le jour même où il démissionne de ses mandats de Premier ministre et de membre du parlement. Il restera l'envoyé spécial du Quartet jusqu'en 2015 ¹¹. Ne craignant aucun conflit d'intérêt, l'ancien PM Tony Blair se fait embaucher le 10 janvier 2008 comme « *conseiller à temps partiel* » par la banque américaine JP Morgan, la plus anglophile des banques américaines. Blair conseillera la direction générale de la banque, « *apportant son immense expérience internationale pour lui fournir un avis stratégique et une vision de l'intérieur sur les questions politiques mondiales et les tendances émergentes* », se félicite JP Morgan dans un communiqué.

En 2025, les journalistes Benjamin Barthe et Philippe Bernard rapportent dans *Le Monde* que les douze entités juridiques présidées par Blair lui auraient déjà rapporté 90 millions de dollars (82 millions d'euros) entre 2007 et 2013 : « *À l'icône du jeune Premier ministre audacieux s'est substituée l'image écornée d'un affairiste au service des pires satrapes, infatigable donneur de leçons exploitant son prestigieux carnet d'adresses pour satisfaire sa passion ultime : l'argent.* »¹²

Inter Mediate

Digne adepte de la société fabienne britannique (*Fabian Society*), dont le blason est un loup déguisé en agneau, Jonathan Powell conserve l'aura d'un « *négociateur de paix* » hors pair. Rusé, alternant la carotte et le bâton, à la tête d'une véritable puissance diplomatique parallèle, l'homme sait imposer sa domination, d'abord par la diplomatie, puis par la force militaire au besoin. Fort de son succès dans la résolution du conflit en Irlande du Nord, Jonathan Powell a fondé en 2011 *Inter Mediate*, un cabinet privé qui se propose d'aider dans la plus grande discrétion « *des dirigeants politiques nationaux et groupes armés à parvenir à des accords négociés dans certains des contextes les plus difficiles au monde* »¹³.

11. « Former Prime Minister Tony Blair Named Middle East Envoy » (L'ancien Premier ministre Tony Blair nommé envoyé spécial pour le Moyen-Orient), *PBS News*, 27 juin 2007, lien : https://www.pbs.org/newshour/politics/europe-jan-june07-blair_06-27 (consulté le 4 juin 2026).

12. Bernard Philippe, Barthe Benjamin, « Tony, Cherie et Cie », *Le Monde*, 15 juillet 2015, lien : https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/07/16/tony-cherie-et-cie_4684946_3214.html (consulté le 4 juin 2026).

13. Site officiel d'*Inter Mediate*, lien : <https://www.inter-mediate.org/> (consulté le 4 juin 2026).

Orwell en rêvait. Rien de mieux pour organiser des guerres qu'un cabinet en charge d'organiser la paix. Comme l'écrit *Radio France* : « Jonathan Powell est devenu ces sept dernières années l'un des très rares prestataires privés au monde à exercer la profession de médiateur de conflit armé. Des États le mandatent pour négocier avec des guérillas, des séparatistes, voire des terroristes. »¹⁴ Comme le démontre un courriel de Hillary Clinton révélé par *Wikileaks*, Powell et *Inter Mediate* ont immédiatement attiré l'intérêt, la bienveillance et la coopération d'une secrétaire d'État américaine avide de succès diplomatiques rapides. Rappelons ici que suite à l'assassinat odieux de Kadhafi, Hillary Clinton avait exulté : « *We came, We saw, He Died* » (On est venu, on a vu et il est mort).

Le bilan ?

- Les « accords du vendredi saint » entre loyalistes du Nord et républicains irlandais ? C'est Powell.
- Entre l'ETA et le gouvernement espagnol ? Powell.
- La démobilisation de la RENAMO au Mozambique ? Powell.
- L'accord entre le gouvernement colombien et les *narcos* du FARC ? Encore Powell.
- L'intronisation d'un chef terroriste en homme politique syrien fréquentable et reçu à *Downing Street* ? Toujours Jonathan Powell.

Comme le rapporte le journal *The Cradle* :

« Le rôle central joué par *Inter Mediate* dans l'ascension au pouvoir à Damas de Sharaa, ancien chef de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), a été révélé pour la première fois en mai par Independent Arabia. Cela faisait suite aux révélations de l'ancien ambassadeur américain en Syrie, Robert Ford (2011-2014), selon lesquelles, en 2023, une "organisation non gouvernementale" britannique avait sollicité son aide personnelle pour transformer HTS – en particulier Sharaa, qui portait le nom de guerre Abu Mohammad Julani lorsqu'il était chef de l'État islamique – de "terroristes" en

14. Vasset Philippe, « Jonathan Powell, le mercenaire de la paix », épisode 1/8, série « Les nouveaux corsaires », *Radio France (France Culture)*, 4 juillet 2020, lien : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-monde-des-espions-saison-2-les-nouveaux-corsaires/jonathan-powell-le-mercenaire-de-la-paix-9034200> (consulté le 4 juin 2026).

politiciens. Si Ford n'a pas nommé Inter Mediate, Independent Arabia l'a fait – et les médias grand public l'ont complètement ignoré. »¹⁵

Depuis 2023, *Inter Mediate* se réjouit d'avoir recruté le général Sir Mark Carleton-Smith, ancien chef de l'armée britannique. Il a commandé le SAS (*Special Air Service*) et a occupé le poste de directeur des forces spéciales britanniques, servant au Moyen-Orient, dans les Balkans, en Asie du Sud-Est, en Afghanistan, en Afrique et en Amérique du Sud. Avant de prendre le commandement de l'armée britannique, il était directeur des opérations et de la stratégie militaire au ministère de la Défense, chargé de toutes les opérations militaires britanniques à travers le monde. Il siège aujourd'hui à plusieurs conseils d'administration et préside une fondation caritative. Il intervient également en tant que conseiller international auprès du Forum de sécurité de Varsovie¹⁶.

Et en février 2026 à Genève, les négociations entre l'Iran et les États-Unis avant que la guerre ne vienne les interrompre ? Toujours Powell !

Pour mieux comprendre son orientation, voici son jugement à propos du bilan catastrophique publié en 2007 dans *The Guardian* sous le titre « *Pourquoi l'Occident ne devrait pas craindre d'intervenir* »¹⁷. Bien qu'un peu long, cela prend un sens particulier à la lumière des événements actuels :

« *Le principe de non-ingérence dans les affaires des autres nations fut établi par la paix de Westphalie en 1648, mettant fin à la guerre de Trente Ans. Le continent avait subi des ravages sans précédent, causés par les armées cherchant à imposer la Réforme ou la Contre-Réforme aux États voisins, et les deux camps s'étaient affrontés jusqu'à l'impasse. Les monarques de l'époque décidèrent de mettre un terme définitif à ces guerres. Désormais, il serait acceptable de se défendre contre une attaque et de se battre pour un territoire ou une succession, mais les pays ne pourraient plus se battre pour des idées.*

15. Klarenberg Kit, « MI6's man in Damascus: Jonathan Powell, Inter-Mediate and the Al-Qaeda-linked gov't in Syria » (L'homme du MI6 à Damas : Jonathan Powell, Inter-Mediate et le gouvernement syrien lié à Al-Qaïda), *The Cradle*, 24 juillet 2025, lien : <https://thecradle.co/articles/mi6s-man-in-damascus-jonathan-powell-inter-mediate-and-the-al-qaeda-linked-govt-in-syria> (consulté le 4 juin 2026).

16. Profil de Mark Carleton-Smith, « Nos administrateurs », site officiel d'Inter Mediate, lien : <https://www.inter-mediate.org/our-people/our-trustees/mark-carleton-smith/> (consulté le 4 juin 2026).

17. Powell Jonathan, « Why the West should not fear to intervene » (Pourquoi l'Occident ne devrait pas craindre d'intervenir), *The Guardian*, 18 novembre 2007, lien : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2007/nov/18/comment.foreignpolicy> (consulté le 4 juin 2026).

« Le principe de non-ingérence a perduré pendant des siècles et a été régulièrement invoqué par l'Union soviétique. En Occident, nous l'avons utilisé comme prétexte pour ne pas intervenir face au soulèvement hongrois ou au Printemps de Prague. C'était moralement discutable, mais sans doute judicieux dans un contexte de confrontation nucléaire.

« Le monde a changé depuis. Intervenir dans un autre pays ne risque plus de déclencher une guerre mondiale entre les deux superpuissances, puisqu'il n'y en a plus qu'une. (...) »

On le voit, Powell, esprit colonial post-moderne, souscrit à l'illusion géopolitique promue par les néo-conservateurs, affirmant que l'Occident a gagné la Guerre froide et que les États-Unis (cornaqués par Londres) restent la seule et unique superpuissance. Comme l'écrit Jean-Pierre Filiu dans *Le Monde* :

« En mobilisant le Royaume-Uni aux côtés des États-Unis, en 2003, le Premier ministre Blair n'a pas seulement contribué de manière déterminante à la désastreuse invasion de l'Irak. Il a aussi souscrit à la vision tout aussi dévastatrice des néoconservateurs américains qui avaient convaincu George W. Bush que "la route de Jérusalem passera par Bagdad". Ces idéologues de la "guerre globale contre la terreur" affirmaient en effet que le renversement du dictateur irakien Saddam Hussein entraînerait un cycle vertueux de démocratisation d'abord en Irak, puis dans le reste du monde arabe, d'où une dynamique irrésistible de paix avec Israël, selon l'axiome que "deux démocraties ne se font pas la guerre". »¹⁸

Dans le même article du *Guardian* cité plus haut, Powell souligne que dans un monde « globalisé », avec des frontières ouvertes, tout ce qui se passe ailleurs nous concerne directement. « Que l'isolationnisme [de l'ordre westphalien] ait jamais été judicieux ou moral, n'est plus une question pertinente », résume-t-il. Il se propose alors de tirer les leçons des dix années de l'administration Blair et de ce qu'il appelle « nos quatre guerres » :

« Premièrement, la Sierra Leone. On pouvait difficilement invoquer la légitime défense pour justifier notre intervention militaire. Son succès n'a fait l'objet d'aucune remise en question de sa justification théorique. Aujourd'hui, avec l'alternance démocratique en Sierra Leone et l'instauration d'un gouvernement démocratique au Libéria voisin, un réel espoir renaît pour les populations de cette région d'Afrique de l'Ouest.

18. Filiu Jean-Pierre, « Tony Blair et le déni de la Palestine » (chronique), *Le Monde*, 5 octobre 2025, lien : https://www.lemonde.fr/un-si-proche-orient/article/2025/10/05/tony-blair-et-le-deni-de-la-palestine_6644524_6116995.html (consulté le 4 juin 2026).

« Le Kosovo était plus complexe. D'abord, l'administration Clinton ne souhaitait pas déployer de troupes au sol après les événements de Somalie. Nous avons fait pression car nous étions convaincus, à juste titre, qu'il était impossible de gagner la guerre par les airs. Ils ont pris la bonne décision et Milosevic a cédé. Mais nous n'avons jamais obtenu le soutien de l'ONU à cause du veto russe. Personne en Occident n'a contesté l'opération car ce fut un succès.

« L'intervention en Afghanistan, une fois de plus, n'était pas de la légitime défense. L'ultimatum adressé aux talibans était clair : renoncez à Al-Qaïda ou nous renverserons votre régime. Et c'est ce que les États-Unis ont fait. Cette fois-ci, personne ne s'en est plaint, même si l'intervention n'a pas encore été un succès durable.

« L'Irak fut le cas le plus difficile, même si, théoriquement, il ne différait pas beaucoup de nos autres interventions. Personne de sensé ne souhaiterait voir le bain de sang et le chaos qui règnent aujourd'hui en Irak. Il est inutile de prétendre que tout cela est un succès éclatant. Mais, de même, je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de gens en Irak ou dans le reste du monde qui souhaitent le retour de Saddam. Il y avait cependant un problème avec la justification de l'invasion : la possession d'armes de destruction massive, en violation des résolutions de l'ONU. Nous savons maintenant que Saddam n'en possédait pas. Mais suggérer que tout cela n'était qu'un complot entre Tony Blair et George W. Bush pour faire croire le contraire est absurde. Nous pensions qu'il en possédait, comme la quasi-totalité des autres gouvernements du monde, quoi qu'ils en disent aujourd'hui. Ce n'est pas par simple jeu que nous avons équipé nos troupes de combinaisons de protection chimique dans le désert à chaque tir de missile. Alors, prétendre que tout cela n'était qu'une question d'un Alastair Campbell [auteur britannique considéré comme le "spin doctor" de Blair] bricolant un dossier pour faire croire à l'existence d'armes de destruction massive est absurde. »

Ce fut écrit en 2007. En 2026, on peut constater que ces guerres se sont toutes avérées des désastres dont le monde ne s'est toujours pas relevé.

Sur l'Iran, Powell, bien plus réaliste que Trump aujourd'hui, mais toujours en vue d'imposer un changement de régime, précisait son approche interventionniste :

« En Iran, je ne suis pas favorable à une intervention militaire car je ne la juge pas réaliste. Personne ne propose d'envahir le pays pour renverser le régime. C'est le rôle de la population, majoritairement jeune, qui aspire à se débarrasser des mollahs corrompus. La difficulté réside dans l'incertitude du calendrier. Le régime sera renversé. Et s'il existait un régime démocratique et stable, comme en Inde, nous ne nous opposerions sans doute pas autant à un Iran doté de l'arme nucléaire. Mais nous ignorons quand ce

renversement aura lieu. En attendant, l'Iran développe des armes nucléaires, soutient les attaques contre nos troupes en Irak et en Afghanistan, et appuie le Hezbollah et le Hamas. Les décideurs occidentaux n'ont pas encore trouvé de solution pour concilier ces différents calendriers, et je n'ai pas la réponse non plus, même si je soupçonne qu'elle réside dans une combinaison de sanctions ciblées contre le régime. Rien de tel que des mesures affectant les comptes bancaires de la Garde républicaine pour obtenir rapidement leur attention. »

Prendre le contrôle de l'administration Trump

En mars 2017, à peine quelques mois après la prise de fonctions de Donald Trump, un président parfaitement ignorant des réalités internationales, un homme frappe à la porte de la Maison Blanche. Il s'agit d'un certain Tony Blair, qui vient offrir ses services et ses conseils¹⁹. Trump, qui rêve d'obtenir le prix Nobel de la Paix, lui présente alors son gendre, Jared Kushner, tout aussi ignorant des réalités internationales mais fils du promoteur immobilier Charles Kushner, actuellement l'ambassadeur américain à Paris et aussi ami de Netanyahu. Après cette première rencontre, Blair se précipite en Israël pour s'entretenir avec Benyamin Netanyahu et reste en contact constant avec Ron Dermer, ambassadeur israélien à Washington de 2013 à 2021 et son actuel conseiller en charge de Gaza²⁰. Dans un autre article, nous avons documenté le rôle de Blair dans les accords d'Abraham, souvent présentés à tort comme le succès diplomatique retentissant de Jared Kushner^{21, 22}.

Blair aime l'argent mais il sait partager quand c'est dans son intérêt. Grâce à ses efforts, les sociétés de Kushner ont conclu en septembre 2025 un accord de

19. « Despite denials, Tony Blair reportedly offered to aid Trump on Mideast » (Malgré ses démentis, Tony Blair aurait proposé son aide à Trump au Moyen-Orient), *Times of Israel*, 12 mars 2017, lien : <https://www.timesofisrael.com/despite-denials-tony-blair-reportedly-offered-to-aid-trump-on-mideast/> (consulté le 4 juin 2026).

20. Kottassová Ivanna, « Why was Tony Blair at the White House for Trump's Gaza meeting ? » (Pourquoi Tony Blair était-il à la Maison-Blanche lors de la réunion de Trump sur Gaza ?), *CNN*, 28 août 2025, lien : <https://edition.cnn.com/2025/08/28/middleeast/tony-blair-trump-gaza-meeting> (consulté le 4 juin 2026).

21. Vereycken Karel, « Shadow of Blair over Trump's Iran fiasco », *Academia.eu*, 2026, lien : https://www.academia.edu/165135539/Shadow_of_Blair_over_Trumps_Iran_fiasco (consulté le 4 juin 2026).

22. Pater Richard, « The London genesis of the Abraham Accords » (La genèse londonienne des accords d'Abraham), *Times of Israel*, 16 septembre 2020, lien : <https://blogs.timesofisrael.com/the-london-genesis-of-the-abraham-accords/> (consulté le 4 juin 2026).

55 milliards de dollars avec le Fonds d'investissement saoudien (SIF), ce qui en fait le plus gros rachat privé de l'histoire.

Cependant, si Tony Blair est la référence et l'*alter ego* de Jared Kushner, Jonathan Powell, aujourd'hui conseiller en Sécurité nationale (*National Security Advisor*, NSA) du Premier ministre britannique Keir Starmer, a, quant à lui, une relation directe avec un autre promoteur immobilier nommé négociateur américain, Steve Witkoff. Selon *Haaretz*, Steve Witkoff, qui a activement plaidé en février en faveur d'une attaque contre l'Iran, considère Jared Kushner comme son « *rebe* » (terme yiddish désignant un maître ou un enseignant).

Selon la *BBC*, « *des sources au sein du gouvernement britannique soulignaient depuis un certain temps la solidité des relations entre Powell et Witkoff, les deux hommes étant en contact quasi quotidien. Leur relation s'est renforcée grâce à leur travail sur l'invasion russe de l'Ukraine, Powell jouant un rôle déterminant dans la tentative de reconstruction des relations américano-ukrainiennes, après la confrontation entre le président américain Donald Trump et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky dans le Bureau ovale en février* »²³.

En 2025, suite au succès de l'accord entre le Hamas et Israël pour l'échange d'otages contre des prisonniers, Witkoff avait d'ailleurs reconnu sa dette envers Powell, dont il a salué « *l'incroyable contribution et les efforts inlassables* » pour l'instauration du cessez-le-feu à Gaza. Witkoff a écrit sur les réseaux sociaux qu'il souhaitait « *reconnaître le rôle essentiel du Royaume-Uni dans l'assistance et la coordination des efforts qui nous ont conduits à cette journée historique en Israël* »²⁴.

Comme nous l'avons dit plus haut, avec la guerre contre l'Iran, Powell se retrouve de nouveau à la manœuvre. Quelques jours avant le déclenchement de la guerre en Iran, selon trois sources consultées par *The Guardian*, Powell « *a assisté aux négociations finales entre les États-Unis et l'Iran et a estimé que l'offre faite par Téhéran concernant son programme nucléaire était suffisamment importante pour éviter une guerre précipitée* »²⁵. Selon une source, il se trouvait dans la résidence

23. Whannel Kate, Zeffman Henry, « Witkoff praises PM aide's tireless efforts' on Gaza » (Witkoff salue les efforts inlassables du conseiller du Premier ministre sur Gaza), *BBC*, 13 octobre 2025, lien : <https://www.bbc.com/news/articles/cvg4rwne0ggo> (consulté le 4 juin 2026).

24. *Ibidem*.

25. Wintour Patrick, Borger Julian, « UK security adviser 'attended' US-Iran talks and judged deal was within reach » (Le conseiller britannique à la sécurité a assisté aux pourparlers américano-iraniens et a estimé qu'un accord était envisageable), *The Guardian*, 17 mars 2026, lien : <https://www.theguardian.com/world/2026/mar/17/>

de l'ambassadeur d'Oman à Cologny, près de Genève, en tant que conseiller, ce qui témoigne des inquiétudes généralisées quant à l'expertise américaine lors des négociations, représentée par Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, et Steve Witkoff. Le *Guardian* cite un ancien responsable ayant suivi les discussions :

« Witkoff et Kushner n'avaient amené aucune équipe technique américaine. Ils ont fait appel à [Raphael] Grossi [de l'AIEA] comme expert technique, mais cela ne relève pas de ses fonctions. Jonathan Powell a donc constitué sa propre équipe. » On ignore ce qui s'est réellement passé à Genève, mais selon l'article, « le Royaume-Uni a considéré l'attaque comme illégale et prématurée, car Powell estimait qu'une solution négociée restait possible au problème persistant de la manière dont l'Iran pouvait rassembler les États-Unis sur le fait qu'il ne cherchait pas à se doter de l'arme nucléaire ».

Alors que Blair, dans une réunion privée, a déclaré que le Royaume-Uni aurait dû soutenir Trump dès le premier jour des bombardements contre l'Iran, car on doit savoir si on est un allié ou pas, Powell pense plusieurs coups à l'avance. Avec sa position modérée, raisonnable et « pro-paix », il s'affiche comme un partenaire potentiel de la Chine.

Sur la même ligne que Tony Blair, Sir Richard Dearlove. Interrogé par la chaîne britannique *Sky News* le 17 mars, l'ancien patron du MI-6 a regretté que le Premier ministre britannique Keir Starmer n'ait pas suffisamment soutenu la guerre américano-israélienne en insistant sur le fait qu'il est dans l'intérêt du Royaume-Uni que cette guerre soit menée et que le Royaume-Uni devrait donc offrir minimalement un soutien défensif²⁶. Pour lui, une alliance avec l'Union européenne (UE) ne saurait remplacer la relation entre le Royaume-Uni et les États-Unis en tant que pierre angulaire de la sécurité britannique car il n'y a pas d'alternative, « du moins pour l'instant », à cette relation si « spéciale » avec les États-Unis.

Cap sur la Chine

Profitant du regain de tension entre Trump et Beijing, Jonathan Powell, le conseiller à la sécurité de Keir Starmer, fut l'artisan de son voyage en Chine. Lors de cette visite, celui-ci a transmis les salutations du roi Charles III au président Xi

uk-security-adviser-attended-us-iran-talks-and-judged-deal-was-within-reach (consulté le 4 juin 2026).

26. « Former head of MI6 says: 'Trump blows hot and cold' » (L'ancien chef du MI6 déclare : « Trump est inconstant », *Sky News*, 17 mars 2026, lien : https://news.sky.com/video/former-head-of-mi6-says-trump-blows-hot-and-cold-13521015?utm_source=brevo&utm_campaign=LIS_187_copy&utm_medium=email (consulté le 4 juin 2026).

et s'est dit ravi d'être le premier Premier ministre britannique à visiter la Chine depuis huit ans.

La Chine est, bien entendu, ouverte à la coopération. Selon un communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères, « *le président Xi Jinping a souligné que, dans un monde en mutation et en proie au chaos, la Chine et le Royaume-Uni, en tant que membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies et grandes puissances économiques, doivent renforcer leur dialogue et leur coopération, tant pour préserver la paix et la stabilité mondiales que pour assurer la croissance et la prospérité de leurs populations respectives. Ils doivent adopter une perspective historique plus large, transcender leurs divergences, se respecter mutuellement et concrétiser le vaste potentiel de la coopération sino-britannique. Cela ouvrira de nouvelles perspectives aux relations et à la coopération sino-britanniques, pour le bien des deux peuples et du monde entier* »²⁷.

Plus récemment, Jonathan Powell a effectué une « *visite secrète* » de dix jours à Beijing, ce que les *Tories*, très sinophobes, ont été furieux d'apprendre par la presse chinoise. Selon le *Daily Mail* du 26 mars, « *Jonathan Powell a eu des entretiens secrets cette semaine à Beijing pour discuter des répercussions du conflit [iranien], qui a ouvert une brèche dans la "relation spéciale" qu'entretient la Grande-Bretagne avec les États-Unis* »²⁸. Le journal désapprouve cette visite, car « *la Chine est un allié de longue date de l'Iran et fournit des composants pour les drones Shahed meurtriers du régime islamique, que les avions de chasse de la RAF ont aidé à abattre* ».

Selon le ministère chinois des Affaires étrangères, M. Powell a rencontré le 23 mars « *Wang Yi, membre du Bureau politique du Comité central du PCC et directeur du Bureau de la Commission centrale des affaires étrangères* ». D'après M. Wang, la visite de M. Starmer a « *démontré pleinement que le développement d'un partenariat stratégique global, stable et à long terme entre la Chine et le Royaume-Uni est conforme à l'air du temps et aux aspirations des peuples* ».

27. « President Xi Jinping Meets with U.K. Prime Minister Keir Starmer » (Rencontre du président Xi Jinping avec le Premier ministre britannique Keir Starmer), *Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine*, 29 janvier 2026, lien : https://www.mfa.gov.cn/eng/xw/zyxw/202601/t20260129_11847645.html (consulté le 4 juin 2026).

28. Groves Jason, « Key Labour aide discusses plan to 'deepen co-operation' with Beijing – and the secret talks are only revealed because of China's state media » (Un conseiller travailliste clé évoque un plan visant à "approfondir la coopération" avec Pékin – et ces discussions secrètes ne sont révélées que grâce aux médias d'État chinois), *Daily Mail*, 26 mars 2026, lien : <https://www.dailymail.com/news/article-15679135/Key-Labour-aide-discusses-plan-deepen-operation-Beijing-secret-talks-revealed-Chinas-state-media.html> (consulté le 4 juin 2026).

Le 31 mars, dans une opinion publiée dans le *China Daily*, Grenville Cross confirme ce repositionnement spectaculaire des Anglais :

« Face à l'imprévisibilité des politiques tarifaires de Washington, à la dégradation de la prétendue "relation spéciale" du Royaume-Uni avec les États-Unis et à une dette nationale qui s'envole, Starmer comprend que la Grande-Bretagne ne peut plus se permettre le luxe de contorsions idéologiques. Bien que les sinophobes aient été indignés par son ouverture envers la Chine, il est déterminé à affronter les réalités et à œuvrer pour le peuple britannique. Cela implique de trouver des partenaires fiables, et aucun partenaire n'est plus fiable que la Chine. Cependant, Beijing ne souhaite traiter qu'avec des acteurs sérieux et n'a que faire des girouettes qui compromettent la planification à long terme. (...) Dans un climat politique qui s'améliore, en partie grâce au soutien apporté par Starmer au projet d'ambassade de Chine à Londres, l'énergie générée par sa visite à Beijing devient manifeste. Par exemple, lors de la première réunion du Groupe de travail financier Royaume-Uni – Chine en février, Beijing a non seulement reconnu le rôle de Londres comme plateforme offshore de premier plan pour le négoce du yuan, mais la considère également comme l'un des marchés offshores du yuan les plus importants, les plus dynamiques et les plus innovants. Dans le cadre d'un nouvel accord de coopération financière, faciliter la cotation croisée des entreprises sur les marchés respectifs est actuellement à l'étude.

« Par ailleurs, lors du 8^e Forum économique et commercial Chine–Royaume-Uni, qui s'est tenu à Londres le 18 mars, le thème était "Unis dans l'élan, approfondissons la collaboration pour un avenir partagé". Organisé par la Chambre de commerce générale de Chine au Royaume-Uni, cet événement a réuni environ 350 personnes issues des secteurs public, privé, financier et universitaire, qui ont débattu des nouvelles perspectives de coopération bilatérale dans un contexte en constante évolution.

« La secrétaire d'État britannique aux Affaires économiques, Lucy Rigby, a déclaré lors du forum que le Royaume-Uni souhaitait des relations constructives et stables avec la Chine, un acteur clé de la croissance économique. Une coopération concrète dans les services financiers et d'autres domaines favoriserait la croissance, l'innovation et la création d'emplois dans les deux pays. Elle a qualifié la Chine de partenaire important pour le Royaume-Uni, ajoutant à juste titre que son importance ne cesse de croître. En effet, les entreprises chinoises au Royaume-Uni génèrent déjà environ 61 000 emplois et un chiffre d'affaires annuel de 63 milliards de livres sterling (84,06 milliards de dollars). Londres est non seulement devenue la première place financière offshore pour le yuan, mais elle a également accueilli l'émission des premières obligations souveraines et vertes chinoises hors de Chine. Selon le livre blanc 2025 de la Banque de Chine

sur l'internationalisation du yuan, les dépôts à Londres s'élevaient à 156 milliards de yuans (22,58 milliards de dollars) en 2024, soit une hausse de 64,6 % sur un an. C'est sans aucun doute avec ces chiffres à l'esprit que Susan Langley, maire de la ville de Londres, a partagé avec le forum son espoir de voir, à mesure que les entreprises britanniques s'implanteraient en Chine, davantage de banques et d'institutions financières chinoises s'établir dans la City de Londres, le quartier financier de Londres. »²⁹

Nous conseillons vivement aux dirigeants chinois de garder en mémoire les guerres de l'opium et surtout d'étudier l'histoire de Venise, cette puissance financière qui revoyait constamment ses alliances en fonction des intérêts de son oligarchie dirigeante. Au Moyen-Âge, tout en louant à prix d'or des navires aux croisés, Venise vendait avec un profit considérable des canons aux Turcs qu'ils allaient combattre. Et si ses « alliés » du moment (ses clients) pouvaient être amenés à s'entre-détruire, la Sérénissime régnerait sur les mers, ainsi que la « nouvelle Venise » (la City de Londres) aspire à le faire aujourd'hui. Ce qui est certain, c'est qu'après avoir mené les États-Unis à la ruine et l'autodestruction, Londres n'a pas grand intérêt à s'accrocher au *Titanic* qu'elle a dirigé vers l'iceberg et à couler avec lui. Nouer une « relation spéciale » avec la Chine, surtout si cela permet de mieux la dominer, lui ouvre sans aucun doute un avenir plus radieux. ■

Bibliographie :

- Bernard Philippe, Barthe Benjamin, « Tony, Cherie et Cie », *Le Monde*, 15 juillet 2015, lien : https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/07/16/tony-cherie-et-cie_4684946_3214.html (consulté le 4 juin 2026).
- Blair Tony, « Doctrine of the International Community » (Doctrine de la Communauté internationale), *The National Archives* (Royaume-Uni), 24 avril 1999, lien : <https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/ukgwa/+/http://www.number10.gov.uk/Page1297> (consulté le 4 juin 2026).
- *Charte des Nations Unies*, Gouvernements des Nations Unies, San Francisco, 26 juin 1945, lien : <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/full-text> (consulté le 4 juin 2026).
- Coughlin Con, « Jonathan Powell : the UK's ultimate fixer flies into world hotspots » (le maître de la manipulation britannique s'envole vers les zones de conflit du monde entier), *Al Majalla*, 27 juillet 2025, lien : <https://en.majalla.com/node/326627/profiles/jonathan-powell-uk%E2%80%99s-ultimate-fixer-flies-world-hotspots> (consulté le 4 juin 2026).

29. Cross Grenville, « China-UK forum signals new momentum for relations » (Le forum Chine-Royaume-Uni marque un nouvel élan pour les relations), *China Daily*, 31 mars 2026, lien : <https://global.chinadaily.com.cn/a/202603/31/WS69cb2145a310d6866eb40d63.html> (consulté le 4 juin 2026).

- Cross Grenville, « China-UK forum signals new momentum for relations » (Le forum Chine-Royaume-Uni marque un nouvel élan pour les relations), *China Daily*, 31 mars 2026, lien : <https://global.chinadaily.com.cn/a/202603/31/WS69cb2145a310d6866eb40d63.html> (consulté le 4 juin 2026).
- « Despite denials, Tony Blair reportedly offered to aid Trump on Mideast » (Malgré ses démentis, Tony Blair aurait proposé son aide à Trump au Moyen-Orient), *Times of Israel*, 12 mars 2017, lien : <https://www.timesofisrael.com/despote-denials-tony-blair-reportedly-offered-to-aid-trump-on-mideast/> (consulté le 4 juin 2026).
- « Executive Board », *Board of Peace*, lien : <https://boardofpeace.org/members> (consulté le 4 juin 2026).
- Filiu Jean-Pierre, « Tony Blair et le déni de la Palestine » (chronique), *Le Monde*, 5 octobre 2025, lien : https://www.lemonde.fr/un-si-proche-orient/article/2025/10/05/tony-blair-et-le-deni-de-la-palestine_6644524_6116995.html (consulté le 4 juin 2026).
- « Former head of MI6 says: 'Trump blows hot and cold' » (L'ancien chef du MI6 déclare : « Trump est inconstant », *Sky News*, 17 mars 2026, lien : https://news.sky.com/video/former-head-of-mi6-says-trump-blows-hot-and-cold-13521015?utm_source=brevos&utm_campaign=LIS_187_copy&utm_medium=email (consulté le 4 juin 2026).
- « Former Prime Minister Tony Blair Named Middle East Envoy » (L'ancien Premier ministre Tony Blair nommé envoyé spécial pour le Moyen-Orient), *PBS News*, 27 juin 2007, lien : https://www.pbs.org/newshour/politics/europe-jan-june07-blair_06-27 (consulté le 4 juin 2026).
- Groves Jason, « Key Labour aide discusses plan to 'deepen co-operation' with Beijing – and the secret talks are only revealed because of China's state media » (Un conseiller travailliste clé évoque un plan visant à « approfondir la coopération » avec Pékin – et ces discussions secrètes ne sont révélées que grâce aux médias d'État chinois), *Daily Mail*, 26 mars 2026, lien : <https://www.dailymail.com/news/article-15679135/Key-Labour-aide-discusses-plan-deepen-operation-Beijing-secret-talks-revealed-Chinas-state-media.html> (consulté le 4 juin 2026).
- James William D., « Tony Blair and the tragedy of liberal interventionism » (Tony Blair et la tragédie de l'interventionnisme libéral), *Engelsberg Ideas*, 23 avril 2024, lien : <https://engelsbergideas.com/essays/tony-blair-and-the-tragedy-of-liberal-interventionism/> (consulté le 4 juin 2026).
- Klarenberg Kit, « MI6's man in Damascus: Jonathan Powell, Inter-Mediate and the Al-Qaeda-linked gov't in Syria » (L'homme du MI6 à Damas : Jonathan Powell, Inter-Mediate et le gouvernement syrien lié à Al-Qaïda), *The Cradle*, 24 juillet 2025, lien : <https://thecradle.co/articles/mi6s-man-in-damascus-jonathan-powell-inter-mediate-and-the-al-qaeda-linked-govt-in-syria> (consulté le 4 juin 2026).
- Kottassová Ivanna, « Why was Tony Blair at the White House for Trump's Gaza meeting ? » (Pourquoi Tony Blair était-il à la Maison-Blanche lors de la réunion de Trump sur Gaza ?), *CNN*, 28 août 2025, lien : <https://edition.cnn.com/2025/08/28/middleeast/tony-blair-trump-gaza-meeting> (consulté le 4 juin 2026).
- « L'ancien premier ministre britannique, Tony Blair, devient conseiller pour la banque JP Morgan », *Le Monde* (avec *AFP*), 10 janvier 2008, lien : <https://www.lemonde.fr/>

- international/article/2008/01/10/tony-blair-devient-conseiller-pour-la-banque-jp-morgan_998063_3210.html (consulté le 4 juin 2026).
- Pater Richard, « The London genesis of the Abraham Accords » (La genèse londonienne des accords d'Abraham), *Times of Israel*, 16 septembre 2020, lien : <https://blogs.timesofisrael.com/the-london-genesis-of-the-abraham-accords/> (consulté le 4 juin 2026).
 - Powell Jonathan, « Why the West should not fear to intervene » (Pourquoi l'Occident ne devrait pas craindre d'intervenir), *The Guardian*, 18 novembre 2007, lien : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2007/nov/18/comment.foreignpolicy> (consulté le 4 juin 2026).
 - « President Xi Jinping Meets with U.K. Prime Minister Keir Starmer » (Rencontre du président Xi Jinping avec le Premier ministre britannique Keir Starmer), *Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine*, 29 janvier 2026, lien : https://www.mfa.gov.cn/eng/xw/zyxw/202601/t20260129_11847645.html (consulté le 4 juin 2026).
 - « Sec. Albright's Presidential Medal of Freedom » (La médaille présidentielle de la liberté décernée à la secrétaire Albright), *National Museum of American Diplomacy*, lien : <https://diplomacy.state.gov/items/sec-albrights-presidential-medal-of-freedom/> (consulté le 4 juin 2026).
 - *Inter Mediate* (site officiel), lien : <https://www.inter-mediate.org/> (consulté le 4 juin 2026).
 - Soros George, « America's Global Role » (Le rôle mondial de l'Amérique), *Open Society Foundations*, 26 mai 2003, lien : <https://www.opensocietyfoundations.org/voices/americas-global-role> (consulté le 4 juin 2026).
 - Twaij Ahmed, « Let's remember Madeleine Albright for who she really was » (Souvenons-nous de Madeleine Albright pour ce qu'elle est vraiment), *Al Jazeera*, 25 mars 2022, lien : <https://www.aljazeera.com/opinions/2022/3/25/lets-remember-madeleine-albright-as-who-she-really-was> (consulté le 4 juin 2026).
 - Vasset Philippe, « Jonathan Powell, le mercenaire de la paix », épisode 1/8, série « Les nouveaux corsaires », *Radio France (France Culture)*, 4 juillet 2020, lien : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-monde-des-espions-saison-2-les-nouveaux-corsaires/jonathan-powell-le-mercenaire-de-la-paix-9034200> (consulté le 4 juin 2026).
 - Vereycken Karel, « Shadow of Blair over Trump's Iran fiasco », *Academia.eu*, 2026, lien : https://www.academia.edu/165135539/Shadow_of_Blair_over_Trumps_Iran_fiasco (consulté le 4 juin 2026).
 - Whannel Kate, Zeffman Henry, « Witkoff praises PM aide's tireless efforts' on Gaza » (Witkoff salue les efforts inlassables du conseiller du Premier ministre sur Gaza), *BBC*, 13 octobre 2025, lien : <https://www.bbc.com/news/articles/cvg4rwne0ggo> (consulté le 4 juin 2026).
 - Wintour Patrick, Borger Julian, « UK security adviser 'attended' US-Iran talks and judged deal was within reach » (Le conseiller britannique à la sécurité a assisté aux pourparlers américano-iraniens et a estimé qu'un accord était envisageable), *The Guardian*, 17 mars 2026, lien : <https://www.theguardian.com/world/2026/mar/17/uk-security-adviser-attended-us-iran-talks-and-judged-deal-was-within-reach> (consulté le 4 juin 2026).